Crise : «Des juntes civiles» pour remplacer des gouvernements démocratiques ?

19/11/2011 à 19h27

Après les nominations en Grèce et en Italie, de technocrates comme chefs de gouvernement Michel Colomès, directeur du *Point*, craint que «la crise ne fasse reculer la démocratie»

C'est Mariano Rajoy, président du Parti populaire espagnol, qui, le premier, a lancé l'avertissement : «*Les gouvernements européens devraient être des représentants élus de leur peuple plutôt que des technocrates cooptés par Bruxelles.*» […]

Lucas Papademos, qui a succédé à Georges Papandréou est un ancien gouverneur de la Banque de Grèce puis vice-président de la Banque centrale européenne. Quant à Mario Monti, 68 ans, successeur de Berlusconi, il est professeur à l'université Bocconi de Milan, ancien commissaire à la Concurrence de la Commission de Bruxelles jusqu'en 2004, il n'a jamais siégé dans aucune assemblée parlementaire.

On peut certes objecter que ces deux gouvernements, constitués dans la hâte après que la crise de liquidités traversée par leur pays eut fait chuter les gouvernements en place, ont bénéficié d'un vote de confiance de leurs assemblées parlementaires respectives. Il n'empêche que ces équipes issues de la société civile, dont les Britanniques disent déjà méchamment qu'elles ressemblent à des «juntes civiles», vont devoir faire rapidement leurs preuves et notamment celle-ci : sont-elles capables de faire accepter, sans débordements violents excessifs, par les peuples grecs et italiens des mesures d'austérité drastiques forcément impopulaires ?

Le Point